

Mobilités et soutenabilité du développement

Table des matières

Introduction Thierry Montalieu, Jean Brot et Hubert Gérardin	5
PREMIÈRE PARTIE VERS UNE MONDIALISATION DURABLE ?	
1. Le tourisme du futur : entre mobilité et proximité Sylvain Zeghni et Nathalie Fabry	13
2. Combiner Syal et écologie industrielle pour progresser vers un écodéveloppement Catherine Figuière et Renaud Metereau	31
3. L'agriculture urbaine et périurbaine de la ville de Niamey : structuration et potentialité d'une agriculture méconnue Ludovic Andres et Philippe Lebailly	53
4. Les énergies renouvelables pour l'électrification des zones rurales au Sénégal Pierre Robert	77
5. Taxes sur le carbone, transferts financiers et financement des énergies renouvelables en Afrique Mathurin Founanou et Zaka Ratsimalahelo	101
DEUXIÈME PARTIE CONVERGENCES ET DIVERGENCES DANS LA MONDIALISATION	
6. Économie de la fonctionnalité et développement durable dans le cadre de la mondialisation Hubert Gérardin et Jacques Poirot	121
7. Mondialisation et persistance des problèmes d'insertion internationale et de soutenabilité de la croissance dans les pays de l'UEMOA Bernard Haudeville	147

8. Changement climatique et croissance économique en Afrique centrale
Désiré Avom 165

9. Le capitalisme mondialisé est-il raisonnable ?
L'actualité du plaidoyer de Keynes en faveur de la fin du libre-échange
Christophe Lavielle 189

10. Chaînes et pyramides : convergences dans les escroqueries
financières
Christian Rietsch 217

TROISIÈME PARTIE **LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUTENABILITÉ SOCIALE DU DÉVELOPPEMENT**

11. Responsabilité sociale des entreprises et « pays en développement » :
l'État, chaînon manquant ?
Bruno Boidin 241

12. La responsabilité sociale des institutions de microfinance :
une analyse en termes de qualité des services
Mariam Sangaré 257

13. Mobilités rurales et vulnérabilités des familles : les migrations
temporaires au Niger
Jean Étienne Bidou et Isabelle Droy 275

14. La résilience des ménages ruraux passe-t-elle par l'action collective ?
Le cas des caféiculteurs de Mobaye (République Centrafricaine)
Lise Archambaud et Benoît Lallau 299

15. Lutte contre la pollution et participation des citoyens et des ONG
environnementales au marché de permis d'émissions :
une revue de la littérature
Mohamed Mehdi Mekni 323

LEO Université d'Orléans 341

Association Tiers-Monde 343

Les auteurs 347

Table des matières 351

INTRODUCTION

Mobilités et soutenabilité du développement

Thierry Montalieu, Jean Brot et Hubert Gérardin

Les journées sur le développement de l'Association Tiers-Monde (ATM) organisées à l'Université d'Orléans nous ont rassemblés autour du thème principal de la mondialisation et du développement avec, pour incise particulière, la problématique de la soutenabilité dans un contexte historique d'ouverture accrue des économies en développement et de libéralisation des flux de facteurs de production.

Au moment de la parution de l'ouvrage reprenant une quinzaine de contributions parmi les plus représentatives de ce colloque, l'environnement économique global ne s'est pas fondamentalement modifié, même si les dernières années ont fait naître des inquiétudes et des critiques renouvelées sur les bienfaits supposés de l'internationalisation des économies¹. Le ralentissement considérable de l'économie des principaux pays émergents, alors qu'ils avaient tiré la croissance mondiale après la crise financière apparue en 2007, et les doutes exprimés, y compris au sein même des institutions financières internationales, sur les effets des programmes économiques à orientation libérale, nous conduisent à une forme de pause et de réflexion sur la conception des politiques de développement.

Par ailleurs, la signature, en décembre 2015, du premier accord mondial venant clore la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP 21 réunie à Paris) a souligné l'engagement majeur des grandes économies

1. Voir, par exemple, les dossiers : « Les élus et les exclus de la mondialisation », *Finances et développement*, vol. 53, n° 4, décembre 2016, FMI, 6-42 ; « La mondialisation en question », *Problèmes économiques*, première quinzaine mai 2014, n° 3089, 2-42.

émergentes, tant l'insoutenabilité du modèle de croissance de ces dernières décennies devient de plus en plus évidente aux yeux de tous. La Conférence de Marrakech (COP 22) a poursuivi l'impulsion en validant le principe d'une accélération de la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Sur le fond, des critiques existent, cependant, pour indiquer le caractère peu contraignant des engagements pris et pour souligner que le financement de la transition énergétique du monde en développement n'est en fait qu'un recyclage, ou une requalification, des flux d'aide existants de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et non de moyens complémentaires.

Cette insoutenabilité ne doit pas s'entendre dans une vision étroite du développement durable, centrée sur les questions environnementales, mais plus largement dans une perspective qui doit englober les dimensions sociales et institutionnelles (régulation des marchés, organes de surveillance, processus de négociation interétatique, participation de la société civile). De ce point de vue, le passage de la stratégie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à celle des Objectifs de développement durable illustre aussi cette volonté de la communauté internationale à inscrire davantage le processus de développement dans sa dimension de long terme (horizon 2030)². Si le bilan des OMD est généralement salué comme positif, des lacunes demeurent puisque, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 800 millions de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté, 60 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'école et les inégalités de genre persistent. La nouvelle stratégie se veut plus inclusive, dans le sens où elle cherche à responsabiliser tous les pays (y compris les pays riches) et où elle met l'accent sur les connexions entre croissance, inclusion sociale et protection de l'environnement.

Cet ouvrage est organisé en trois parties principales, regroupant chacune cinq chapitres présentant des lignes directrices communes et des approches complémentaires, mais ayant pour ambition systématique d'ouvrir des débats ou de se répondre de manière indirecte. Même si l'exercice peut sembler ambitieux, il apparaît néanmoins que trois grandes thématiques sont bien présentes dans cet ensemble de contributions : peut-on dire que nous allons *vers une mondialisation durable* ? (partie 1), quelles illustrations des *convergences et divergences dans la mondialisation* ? (partie 2) et, enfin, un éclairage particulier sur la *soutenabilité sociale du développement* (partie 3).

2. Voir, par exemple, « OMD, ODD : quels indicateurs pour le développement ? », *Mondes en développement*, tome 44, 2^{ème} trimestre 2016, n° 174, dossier, 7-152.

Les quinze chapitres se veulent un témoignage de la richesse des points de vue et de la diversité des démarches mobilisées par les économistes du réseau de l'ATM : analyse discursive pour les uns, tests statistiques d'hypothèses suggérées par la littérature ou modélisation théorique pour les autres, approches macro-économiques, enquêtes de terrain ou monographie socio-économique,... Nombre d'outils de l'analyse économique sont proposés dans ce panorama, afin d'offrir une vision équilibrée, mais non dépourvue d'aspérités, du débat contemporain sur la soutenabilité d'un développement mondialisé.

La première partie, *Vers une mondialisation durable ?*, propose une série d'analyses qui poussent à s'interroger sur l'équilibre à trouver entre mondialisation, mobilités et proximité pour assurer la durabilité du développement économique. Ainsi, **Nathalie Fabry et Sylvain Zeghni** illustrent cette apparente contradiction à travers le secteur du tourisme, en essayant de mettre en lumière les caractéristiques du tourisme du futur. Les scénarii envisagés mêlent des aspirations variées allant de l'*hypermobilité* à des démarches plus éco-responsables, comme le *slow tourism*. La proximité peut être une source de développement, c'est ce qu'essaient d'illustrer les deux chapitres suivants. **Catherine Figuière et Renaud Metereau** abordent la question de la circularité et de l'ancrage local du tissu de très petites et moyennes entreprises (TPE et PME) de l'agro-alimentaire en zone rurale. Peut-on trouver dans cette forme d'*écologie industrielle* un vecteur de sortie de la pauvreté ? De manière complémentaire, **Ludovic Andres et Philippe Lebailly** insistent sur la contrainte de proximité pour assurer l'approvisionnement alimentaire de la ville de Niamey. Dans quelle mesure l'agriculture urbaine et périurbaine est-elle capable de couvrir une partie de la demande alimentaire des urbains ? L'analyse montre le potentiel de cette agriculture et souligne, également, les obstacles où se mêlent des problématiques démographiques, d'aménagement urbain et d'environnement. La mondialisation est souvent associée à une consommation excessive de ressources énergétiques. Questionner la durabilité de l'économie globale, c'est aussi considérer la dimension énergétique du développement. **Pierre Robert** s'intéresse à la production électrique au Sénégal et, plus particulièrement, dans les zones rurales à faible densité de population, voire à communautés isolées. En privilégiant, d'une part, les systèmes de production décentralisés et, d'autre part, les sources énergétiques renouvelables, la contribution analyse les enjeux et les limites d'une offre énergétique durable de proximité. Au-delà de la question environnementale, des obstacles peuvent provenir des problèmes d'acceptabilité sociale, de formation et de gestion participative des projets. **Mathurin Founanou et Zaka**

Ratsimalahelo focalisent leur attention sur la question générale du financement des énergies renouvelables en Afrique. Ce chapitre mobilise des outils théoriques partant du modèle de base d'externalités environnementales et de taxe carbone. L'extension proposée consiste à évaluer les conditions dans lesquelles des mesures d'incitations (transferts internationaux) pourraient conduire les pays du sud à entrer dans une négociation mondiale décentralisée sur la transition énergétique.

La deuxième partie, *Convergences et divergences dans la mondialisation*, souligne, à travers cinq contributions complémentaires, les forces convergentes ou divergentes qui illustrent la dimension parfois chaotique de cette mondialisation. En investissant le champ de l'économie de la fonctionnalité (conception durable des produits, maintenance, recyclage), **Hubert Gérardin et Jacques Poirot** cherchent une alternative pour répondre aux contradictions du système. Un système d'échange fondé non pas sur l'accession à la propriété des biens, mais sur l'acquisition de leur capacité à rendre un service durable et efficace (consommation de l'usage plutôt que du bien lui-même), modifierait-il fondamentalement la nature de la mondialisation ? Et dans quelle mesure accélérerait-il la dématérialisation de l'économie ? Si des arguments existent pour démontrer la rentabilité satisfaisante de ces activités, des incertitudes subsistent, qui nécessitent une intervention publique. À partir d'un bilan des problèmes d'insertion internationale des économies de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), **Bernard Haudeville** revient sur les conditions nécessaires à un libre-échange réellement bénéfique à ces économies. Malgré quelques évolutions, leurs exportations sont encore très marquées par la prédominance des matières premières et l'instabilité qu'elles génèrent. La sortie de cette vulnérabilité passe forcément par l'affirmation d'un véritable « système national d'innovation ». **Désiré Avom**, de son côté, traite des pays d'Afrique centrale et de leur capacité de résilience face au changement climatique. Le paradoxe de cette région du monde est qu'elle n'a que peu de responsabilité dans les dérives observées mais qu'elle sera, selon les prévisions des modèles, une des victimes principales, notamment sur le plan hydrique. Une analyse économétrique conduit à une discussion quant aux hypothèses d'une *courbe environnementale de Kuznets* et de « havres de pollution » en Afrique. La mondialisation et les spécialisations inhérentes pourraient empêcher une diversification pourtant souhaitable sur le plan environnemental. Dans un registre beaucoup plus général, **Christophe Lavialle** relégitime la question du patriotisme économique à la lumière de la pensée économique keynésienne. Dans une démarche d'analyse historique et discursive, ce retour aux sources des écrits de Keynes a pour effet paradoxal

d'actualiser les débats sur les limites au bien-fondé du libre-échange. Entre « social libéralisme » ou « semi-socialisme », la voie semble étroite pour une régulation de la globalisation. Pour finir, **Christian Rietsch** attire notre attention sur un aspect indésirable de la globalisation financière qui peut prendre des proportions alarmantes dans certaines économies en développement, à savoir la généralisation des escroqueries financières favorisées par la technologie et la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux.

La troisième partie, *La problématique de la soutenabilité sociale du développement*, intègre les différentes dimensions de cette problématique par le biais d'un questionnement général sur les vulnérabilités ou d'un accent mis sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE). **Bruno Boidin** envisage cette thématique en se demandant si la RSE est un levier aussi prometteur que cela pour un développement durable. La démarche permet d'identifier les conditions nécessaires à une telle relation vertueuse. En mobilisant le cadre institutionnel des discours post « consensus de Washington » et le substrat théorique de l'approche en termes de « parties prenantes », l'auteur montre que la nature de l'État joue un rôle déterminant dans la promotion de logiques endogènes de RSE dans les pays du sud. En se centrant sur les institutions de microfinance, **Mariam Sangaré** propose une analyse critique du concept de RSE. En s'adressant en théorie aux pauvres et en cherchant à les sortir de l'exclusion financière, les institutions de microfinance (IMF) sont-elles « automatiquement » socialement responsables ? En utilisant les résultats d'une enquête de terrain menée au Mali, l'analyse met en lumière l'importance de la qualité des services pour une évaluation plus objective de la RSE des institutions de microfinance. Pour revenir à la question des vulnérabilités, et donc de la soutenabilité sociale du développement, **Jean-Étienne Bidou et Isabelle Droy** traitent de la résilience des sociétés rurales à travers le processus migratoire. Face à l'insécurité alimentaire récurrente dans certaines régions du Niger, la migration saisonnière peut apparaître comme une réponse optimale des ménages. À partir d'une étude de cas dans une zone agropastorale, l'analyse des moyens d'existence permet d'identifier les différents groupes sociaux et de comprendre leur stratégie migratoire. Dans ce même esprit, à savoir la compréhension des mécanismes de gestion des risques par les ruraux pauvres, **Lise Archambaud et Benoît Lallau** illustrent à travers le cas des caféiculteurs d'une zone marginalisée de la République Centrafricaine les promesses et les limites de l'action collective. Les groupements d'intérêts ruraux (GIR) permettent-ils réellement de renforcer la capacité des producteurs à faire face à l'incertitude qui caractérise leur activité ? L'articulation des différents

niveaux d'action (individuel, GIR et coopérative) reste difficile. La participation de la société civile aux grandes négociations internationales est le point d'intérêt développé par **Mohamed Mehdi Mekni** dans une analyse critique de la littérature consacrée aux défis environnementaux et, en particulier, au fonctionnement des marchés de permis d'émissions. Il s'agit ici de réfléchir aux conditions d'une intervention efficace de la société civile sur le macro-marché d'une ressource commune mondialisée.

À de nombreux égards, face aux effets contrastés de la mondialisation des processus productifs et des échanges et aux crises accompagnant la globalisation financière, la dimension humaine a été trop souvent délaissée. Les phénomènes migratoires sont cependant conséquents et périlleux, qu'ils résultent de tensions politiques nationales, de conflits sous-régionaux ou du progressif changement climatique.

Si François Perroux affirmait que l'économie est au service de l'homme et de tout l'homme, force est de constater l'insuffisante prise en compte par les décideurs, tant dans la sphère publique que privée, des conséquences liées à l'évolution des relations économiques internationales et, pour une part, à la mondialisation. Mises en avant par la société civile, au Nord comme au Sud, elles se rapportent à des thématiques relevant de champs de natures très différentes comme, par exemple, le dérèglement climatique, l'évasion fiscale et les modes de fonctionnement des paradis fiscaux, les accaparements de terres pratiqués dans certains pays en développement. Par leurs effets directs ou indirects sur la pauvreté et les inégalités dans certains – et entre – pays, une appréhension plus efficace de ces thématiques par les décideurs nationaux et internationaux serait susceptible de constituer, pour une part, un contrepoids aux effets diffus les plus controversés de la mondialisation.